

"Le métier de professeur est essentiel pour la démocratie" insiste Philippe Meirieu

Dans "Qui veut encore des professeurs ?", le chercheur Philippe Meirieu dit pourquoi il est "urgent de redonner sa pleine valeur à cette profession".

Pourquoi manquons-nous de professeurs ?

Les racines du mal sont plurielles. Il y a d'une part le manque de reconnaissance salariale. D'autre part, une désaffection des métiers de l'humain, pris dans les filets d'une technocratie qui veut tout régenter. Beaucoup d'enseignants ont le sentiment qu'ils passent plus de temps à s'adapter aux changements de programmes et aux réformes qu'à s'occuper de leurs élèves et réaliser complètement ce pour quoi ils se sont engagés.

Il y a aussi la difficulté d'un métier face à des enfants que certains considèrent comme un peu plus difficiles parce qu'ils passent beaucoup de temps devant les écrans, parce qu'on a laissé se développer des ghettos scolaires au sein desquels il est difficile d'enseigner si on n'a pas eu une bonne formation initiale et si on n'est pas bien soutenu en formation continue.

Comment assurer l'avenir de cette profession discréditée depuis des années ?

Par une reconnaissance salariale, indispensable, et une reconnaissance sociale, tout aussi indispensable. En particulier, faire entendre aux politiques que les parents sont des citoyens avant d'être des clients. C'est quelque chose que les professeurs espèrent depuis longtemps. Ils ont le sentiment que les politiques, mus par une sorte d'obligation de résultats, attisent les rivalités entre enseignants, entre écoles, entre le privé et le public, et ne disent pas suffisamment que l'école fait tenir la cité, qu'elle est facteur de formation collective à une démocratie et à une république authentiques.

Au quotidien, les professeurs se sentent de plus en plus des débiteurs de parents qu'ils vivent de plus en plus intrusifs et inutilement agressifs. La difficulté de la tâche dans un certain nombre de lieux n'est pas suffisamment reconnue. Et les gens qui y exercent ne sont pas suffisamment soutenus. Nous savons bien qu'ils demandent très souvent leur mutation, de guerre lasse, quand ils ne démissionnent pas au bout d'un ou deux ans.

Les annonces d'Emmanuel Macron, relayées par Gabriel Attal, risquent encore d'aggraver la crise, dites-vous. Pourquoi ?

Je ne comprends pas pourquoi le président de la République persiste à attaquer ce qu'il appelle le pédagogisme, comme si la pédagogie était l'adversaire de la transmission, alors que ce sont les deux faces de la même médaille. Les opposer, ce n'est pas contribuer à mobiliser les jeunes, pour beaucoup remplis d'idéal, en faveur d'un métier essentiel, central pour la démocratie. Tous les

professeurs savent que pour bien enseigner, il faut à la fois des connaissances à transmettre mais aussi des méthodes, des savoir-faire, un engagement personnel dans le métier.

Et puis, il y a de quoi agacer les professeurs et les chefs d'établissement quand Emmanuel Macron annonce que l'on va pouvoir faire rentrer des enfants le 20 août, en ignorant que ce soutien scolaire existe depuis de nombreuses années. Le président de la République a raison de dire que la famille est importante, que l'école est importante. Mais il oublie l'éducation populaire, ce tissu associatif formidable, si riche en France, qui permet aux enfants d'aller dans des centres sociaux, chez les scouts, de faire des maquettes, de la musique, du théâtre, du football, pour acquérir des compétences qu'ils vont réutiliser à l'école.

C'est une excellente manière de les détourner des écrans, de faire non pas plus d'école mais mieux d'école. Après ce qu'on a appelé les émeutes des mois de juin-juillet, on a plus que jamais besoin d'offrir aux enfants, en particulier dans les quartiers défavorisés, des cadres où ils puissent investir leur énergie et découvrir le sens des responsabilités.

"Qui veut encore des professeurs ?" Editions du Seuil. 60 pages, 4,90 euros.

Propos recueillis par Nathalie Van Praagh



fotojet_6581147.jpeg

